LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

LA CRISE SOCIALE SUSCITE BIEN DES ESPOIRS. IL RESTE À DÉTRUIRE LES BOBARDS CAR LE VEAU D'OR N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI VÉNÉRÉ!

Bonne année…
et bon courage
à tous nos lecteurs.

N°951 janvier 1996

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.

*

Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°)	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels	250	FF
10 n°mensuels	350	FF
Europe	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par CCP :*" La Grande Relève",* n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.
Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, de 15 à 18 heures, (16) 1 30 71 58 04

◊ *Pour faire réfléchir autour de vous:*

KOU, L'AHURI ***ou la misère dans l'abondance***

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

◊ *Pour votre réflexion personnelle :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

◊ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

◊ *Enfin une bande dessinée :*

«ET SI ON CHANGEAIT?»

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.
Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.

A-L W

espoirs et bobards

par MARIE-LOUISE DUBOIN

Pour une fois, je crois qu'il y a lieu d'être optimiste : ce "mouvement social de novembre-décembre 1995" marque un tournant positif de notre histoire. Pas seulement parce que la grève des transports en commun a été particulièrement longue et dure, ou parce que les vagues de manifestations ont touché tout le pays, même en des lieux où on n'avait jamais vu ça. Ce qui est nouveau et tout à fait bon signe, c'est que pour la première fois s'est manifesté un véritable ras-le-bol contre le type de société que nous impose, par l'intermédiaire de responsables politiques, le pouvoir financier.

Autre raison d'espérer : aux dernières manifestations se sont joints des travailleurs venus d'autres pays européens, qui, apparemment, veulent bien l'Europe, mais celle des peuples et pas celle du fric.

On peut parier qu'il s'agit d'un mouvement irréversible : ceux qui ont compris ne reviendront pas en arrière. Au contraire, cette vague de conscience ne peut que faire boule de neige. Surtout que les réunions prévues à Matignon vont être encore un dialogue de sourds, les questions essentielles étant d'avance écartées : Chirac a déclaré qu'il n'y a pas d'autre politique possible… après avoir fait semblant de dénoncer la pensée unique !

Merci à Juppé d'avoir été si arrogant et si sourd, car son mépris du message que le peuple lui adresse a servi de détonateur à cette prise de conscience ! Elle n'a pas encore touché tout le monde, bien sûr, mais tout de même, malgré leur manque d'objectivité, les journaux ont été amenés à y faire allusion et on a entendu plusieurs fois des gens interrogés au hasard des rues ou des réunions dire : **on ne veut plus de cette société qui fait passer l'argent avant l'homme.** On a marre de se sacrifier parce qu'on nous affirme que c'est le seul moyen pour que les choses aillent mieux, et de constater qu'elles vont quand même de mal en pis. On n'a plus confiance en ces politiciens qui promettent une chose pour se faire élire et font ensuite le contraire. On ne veut plus être manipulés comme des objets idiots et sans âme. On refuse que notre travail serve à nous exploiter. Ce qu'on veut c'est voir qu'il est utile et qu'il prépare pour nos enfants un monde meilleur. C'est que le progrès technique engendre un progrès social et non qu'il augmente le nombre des laissés pour compte. Ce qu'on veut c'est prendre notre avenir en main, en débattre et en décider. C'est assumer nos responsabilités d'hommes et de femmes adultes. Bref, **c'est l'économie distributive à laquelle les gens les plus conscients aspirent,** et, même s'ils n'en ont jamais entendu parler, ils sont prêts à découvrir qu'il faut y venir. L'opinion est mûre.

Il reste à la convaincre de ne plus croire aux **bobards** qui paralysent l'imagination. Exemples : "*la France vit au-dessus de ses moyens*". C'est faux. La France est un pays très riche qui, selon une estimation récente, a même triplé sa production au cours des quinze dernières années, à l'aide d'une main d'œuvre qui a diminué de 20% dans le même temps. Ce qui démolît un autre bobard selon lequel *la croissance ferait diminuer le chômage*. La vérité est que la richesse produite n'est pas distribuée. Notre système économique "libéral" capitaliste a été conçu pour que l'argent aille à l'argent. Ce sont les pouvoirs financiers qui ont imposé et organisé la mondialisation de l'économie pour augmenter leur main-mise sur le monde, aidés par les institutions internationales qui travaillent pour eux. Ces institutions sont nées de la volonté des hommes. Qu'on ne les fasse pas passer pour des lois de la nature comme le faisait récemment un journaliste sur les ondes de radio France, Michel Garibal, affirmant en substance l'absurdité suivante : "il faut admettre qu'en économie il y a des lois qui sont supérieures aux lois humaines". Comment peut-on avoir l'esprit déformé à ce point ? Et quand Edgar Morin, dont on espèrait mieux, parle des "nécessités budgétaires", il fait preuve du même asservissement intellectuel. **Les institutions humaines doivent être inventées pour que soit financièrement possible tout ce qui est matériellement réalisable et humainement souhaitable**. Par exemple, que les démocraties émettent une monnaie gagée sur les richesses qu'elles produisent et qu'elles la distribuent au fur et à mesure, équitablement entre tous.

C'est sur une propagande individuelle qu'il faut aujourd'hui compter, comme s'est faite la prise de conscience au cours de ces grèves qui ont amené les gens à se parler, à discuter, à chercher à comprendre, à fixer eux-mêmes leurs objectifs. L'idéal, sans doute, serait que ces efforts de propagande s'organisent, "sur le terrain", en sections locales d'une association pour l'économie distributive, ou en sections syndicales selon la vocation des GSED. Mais contrairement à la proposition d'un lecteur, je ne crois pas que ce soit sous la forme d'un parti politique, car les politiciens ont perdu la confiance du peuple.

Ne comptons pas sur les médias pour faire *évoluer* l'opinion. Les journalistes suivent la mode. Mais ils peuvent donc se retourner brusquement et en bloc. Et le mur du silence peut tomber, comme celui de Berlin.

Au travail !

20-12-95

L'inertie des médias

Elle est immense. En témoigne la réaction lamentable des **133** journalistes à qui nous avons fait parvenir notre numéro spécial “Soixantenaire”. UN SEUL, à notre connaissance, a réagi, c’est Philippe Val dans *Charlie Hebdo*[1]. Et dans *Transversales*, Patrick Viveret a mentionné ce numéro de façon aimable dans un report en fin d’article[2]. Pas un seul des journalistes du *Monde Diplomatique*, alors que nous avons envoyé ce N°949, sous enveloppe, avec une courte et courtoise lettre d’accompagnement, personnellement, à MM. Ignacio Ramonet, Alain Gresh, Christian De Brie, Bernard Cassen, Jacques Lecornoy et Serge Halimi. Pas un seul des journalistes de *Libération*, journal auquel nous avons pourtant payé le passage d’une publicité. Rien de la part du *Monde*, ou des journaux régionaux ou syndicaux, ou corporatifs. Rien sur les radios, pas même France Inter, à qui nous l’avons envoyé personnellement à Yvan Levaï, à Daniel Mermet, à Jean-Luc Hesse et Gilbert Denoyan, ainsi qu’à Bernard Guetta, mais comme ce dernier venait de déplorer que personne en France ne propose d’alternative à cette société contestée, la lettre d’envoi ne lui envoyait pas dire que cette “absence” était un manque d’information dù à une véritable censure des médias.

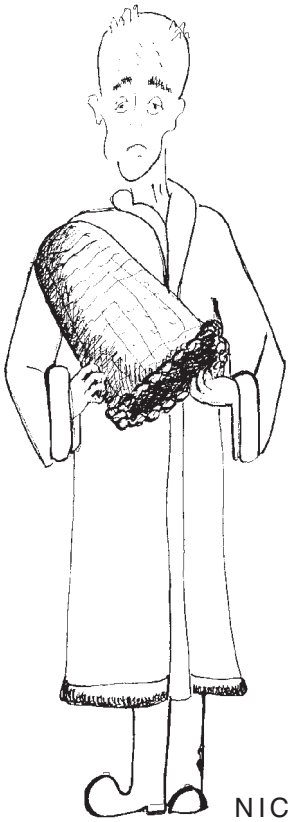
Ne comptons donc pas sur eux, mais sur nous, comme le font les très nombreux lecteurs qui nous ont demandé des dizaines d'exemplaires de ce numéro qui retrace soixante ans d’explications et de propositions. C’est signe qu’ils ont décidé de se prendre par la main et d’utiliser notre publication pour défendre leur projet.

M-L D

————

1. mais, comme c’est curieux, nous n'avons pas pu trouver ce journal ni au Vésinet, ni à Saint-Maur-des-Fossés…!

2. Il est vrai que *Transversales* envisage maintenant, enfin, l’idée d’une autre monnaie que la monnaie capitaliste. L’expérience, dont nous avons parlé, des LET dans divers pays et des SELS en France les intéressent. C’est une excellente nouvelle.



Droit dans ses bottes…
Rien dans sa hotte !

Pour les étrennes, ne cherchez plus :
le meilleur cadeau que vous puissiez faire
c'est un abonnement à
La Grande Relève !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

V. Abécassis 70 - G. Houdart 70 - Mme Lahens 300 - P. Orliange 370 - J. Rabattu 70 - A. Richard 120 - M. Rivoallan 70 - G. Capeyron 210 - J. Cornelio 270 - M. Doubre 70 - J. Fichou 100 - L. Fouret 100 - R. Guérin 50 - J. Touraine 70 - G. Bidoit 20 - Anonyme 200.

Total 2.160 F.

Merci à tous

A NOS ABONNÉS :

Merci de nous éviter des frais de rappel en guettant la date d'échéance de votre abonnement, que nous prenons soin d'indiquer à côté de votre adresse, et de nous dire à temps si vous voulez le prolonger.

De nombreux lecteurs nous ont commandé quelques exemplaires supplémentaires du N°949 (spécial soixante ans). Nous les leur avons expédiés aussitôt, mais sans joindre la facture correspondante. S'ils le peuvent, nous les remercions de nous régler ces envois : les frais postaux sont de 1,39 F par exemplaire et le prix de l'exemplaire, malgré les quatre pages supplémentaires, est resté à 13 F. Pour information, le prix de l'annonce de 3,5 cm sur 5 cm passée dans Libération s'est élevé à 4.151,66 F.

Titre du *Monde* du 5.12.95 : *«L'économie irlandaise continue d'afficher une santé exceptionnelle»*. L'envoyé spécial du journal à Dublin ne peut contenir son enthousiasme : *«Longtemps l'un des pays les plus pauvres du continent (sic!), la République d'Irlande en est aujourd'hui la success story et l'un des seuls membres de l'Union a déjà remplir les critères de convergence du traité de Maastricht l'an prochain, le premier ministre, John Bruton, veut limiter la hausse des dépenses budgétaires à 2% alors que la dette publique ne cesse de baisser grâce à des remboursements anticipés»*. Au passage le journaliste nous signale très honnêtement que dans certains quartiers commerçants de Dublin on trouve pas mal d'enfants d'âge scolaire ou des adolescents — surtout des filles — faisant la manche ou dormant dans des cartons. Mais ça, l'économie ne le prend pas en compte. Ce qui importe, c'est la croissance. *«Même si les performances exceptionnelles de 1994 ne se sont pas répétées en 1995 — avec un taux de croissance de 5,5% à 6% contre 7% — l'année a été bonne.… l'économie reste tirée vers le haut par une augmentation de la production industrielle (+10%), de la consommation (4,75%) et surtout du commerce extérieur (avec + 15% en volume pour les exportations contre +8,7% pour les importations).»* Tout baigne donc pour les Irlandais. Il faut simplement attendre la fin de l'article pour découvrir que « ***le chômage reste le véritable point faible de l'économie irlandaise. La croissance n'a ici que peu d'effet, ayant fait reculer le nombre des sans-emploi d'à peine 0,2% pour atteindre les 14,6% et les perspectives pour 1996 ne sont guère meilleures.*** » Malgré cela, le journaliste conclut : *« l'Irlande apparaît comme l'enfant sage de l'économie européenne »*.

Un bel exemple à suivre sans doute…et qui ne fait qu'illustrer ce que nous n'arrêtons pas de répéter: **la croissance, même forte, ne crée pas d'emploi.**

* * *

Toujours dans le cadre de sa campagne d'intoxication à la gloire des économies anglo-saxonnes, *le Monde* du 22 novembre titrait "L'indice Dow Jones a dépassé les 5.000 points, témoignant de l'optimisme de la bourse new-yorkaise" : *«Wall Street, la plus importante Bourse du monde ne cesse d'atteindre des sommets… Lundi 20 novembre, l'indice Dow Jones a franchi, pour la première fois de son histoire, le seuil des 5.000 points* (Elle a fait mieux depuis)…*Ce nouveau sommet atteint en séance souligne l'optimisme de la Bourse de New-York. Il contraste avec les doutes grandissants sur la croissance économique dans le monde, avec la faiblesse permanente du dollar, avec* ***l'incessante augmentation du déficit courant américain****…La Bourse américaine a bénéficié jusqu'à aujourd'hui d'un environnement "anormalement" favorable : un cycle de croissance qui se prolonge depuis quatre ans sans la moindre tension inflationniste, un mouvement de fond, depuis le début des années 90, qui porte l'épargne américaine vers la Bourse, et une véritable révolution culturelle des entreprises américaines. Elles ont abandonné le "big is beautiful" pour privilégier avant tout la productivité… et la rentabilité. Elles se sont désendettées et leurs bénéfices ont atteint des niveaux records.* ***Les investissements ont été considérables et les réductions d'effectifs dans l'industrie et la production se sont multipliés****.»*

Le plus drôle, c'est qu'Allan Sloan, le chroniqueur boursier du pourtant très conservateur Newsweek, ne partage pas du tout l'enthousiasme du journaliste du *Monde,* comme en témoigne son article du 27 novembre : «*Que signifient les 5.000 points ? en un mot, pas grand chose… Le dépassement des 5.000 points, c'est un événement médiatique, pas un événement du marché… Se polariser sur le Dow Jones, c'est comme utiliser un thermomètre pour décider s'il fait ou non trop chaud dehors. Est-ce que 39° c'est beaucoup plus chaud que 38° ?…D'autres choses sont beaucoup plus importantes. Entre autres, les performances du marché cette année montrent tout simplement combien le comportement des actions est en réalité imprévisible, combien les hausses reposent sur les "dégraissages" des entreprises (tels que le massacre d'emplois effectué chez ATT, la semaine dernière) et combien ces hausses cachent les profonds plongeons faits par des produits qui furent de pointe (hot products)… Certains ont payé chèrement le maintien de cette prospérité. Des licenciements sont maintenant régulièrement annoncés même par des entreprises solidement rentables telles que ATT et 3M. Les annonces de licenciements renforcent vos actions. La logique : les licenciements signifieront un jour de plus grands profits, justifiant aujourd'hui des actions plus élevées. C'est ainsi que les actions d'ATT ont augmenté de 10% en une seule journée lorsque la compagnie a annoncé au printemps dernier qu'elle se séparait en trois sociétés et qu'elle licenciait 8.500 employés.* » **On voit bien là encore qu'investir ne signifie pas créer des emplois mais bien au contraire en supprimer**.

* * *

Ajoutons que la faiblesse du dollar a été plutôt favorable à la Bourse, en permettant aux entreprises américaines d'exporter plus facilement et de rapatrier de l'étranger des bénéfices qui deviennent plus importants une fois qu'ils ont été convertis en dollars. **Comme quoi le dogme de la monnaie forte n'est qu'une superstition de plus dans le catéchisme des économistes.**

* * *

Quelques chiffres pour terminer. Selon un expert de la banque du Louvre « *la capitalisation boursière*

de Wall Street représente aujourd'hui 75% du produit intérieur brut américain..»
D'après la banque Morgan Stanley, l'endettement total des ménages américains a atteint un record de 90% des revenus disponibles. Qu'est-ce qu'ils vont prendre quand la bulle éclatera !

* * *

Etonnez vous que le gouvernement n'arrête pas de faire des conneries ! Juppé a chargé d'une mission de réflexion (rien que ça !) l'ineffable Guy Sorman (celui qui s'auto-proclame idéologue, en toute modestie). Quelques exemples de sa dernière livraison : *«Chirac avait raison de dénoncer la fracture sociale. Mais elle passe moins entre les riches et les pauvres qu'entre les travailleurs et les profiteurs.»*. Et les profiteurs, d'après Sorman, ce ne sont pas ceux que vous croyez. Ce sont, pêle-mêle, les étudiants, les syndicalistes, les employés de la SNCF, et même les policiers, bref, tout ce qui approche de près ou de loin le secteur public et la fonction publique. Qu'on en juge : *« En Europe, aux États-Unis, les étudiants travaillent pour financer leurs études. Ici, ils veulent être payés. FO? Ce n'est pas un syndicat, mais un emploi à vie. La Sécurité Sociale? Elle n'est pas faite pour soigner les Français aux meilleurs prix, mais pour employer du personnel nombreux mais désagréable. La SNCF? Elle ne sert pas à nous transporter mais à financer des retraites. Paysans? Il s'agit moins de produire que de chasser les subventions. Policiers? L'important est de rentrer chez soi à 18 heures, à l'heure où nos immigrés, souvent illégaux, commencent à dealer.»* Il est permis d'être con, mais à ce point… Qui donc a dit *«Tout ce qui est excessif est subalterne »*?

* * *

Préfiguration de "la Sécu selon Juppé"

On sait que les Conseils Généraux prennent en charge les frais médicaux des personnes dont les ressources ne sont pas estimées suffisantes. Chaque département fixe le plafond de revenus à partir duquel elles peuvent bénéficier de l'aide médicale; dans le Nord elle est accordée pour des revenus inférieurs ou égaux au RMI. La loi de 1992 précise que toute personne dont les droits sont ouverts peut consulter son médecin comme n'importe quel assuré social, pour tous les types de soins. Or, depuis 1993, soit un an après le basculement du Conseil Général à droite, l'antenne lilloise de Médecins Sans Frontières voit affluer de plus en plus de personnes démunies qui ont épuisé les bons d'aide médicale que leur attribue le Conseil Général. C'est parce que depuis que le RPR gère le dit conseil, le nombre de bons est contingenté, qualificatif que n'aime pas le Conseil Général qui préfère parler de "maîtrise des dépenses". Voici trois exemples que nous donne *le Monde* du 12 décembre sur ce qui se passe en matière de soins aux plus démunis : *« la mère d'une petite fille de seize mois, qui est atteinte d'une otite séreuse, ne peut se procurer la fin du traitement médical de son enfant parce qu'elle a épuisé ses cinq bons trimestriels d'aide médicale et s'est vu refuser un bon supplémentaire par son centre communal d'action sociale. Son quota est dépassé : il lui faudra attendre le trimestre suivant pour obtenir à nouveau cinq "passeports" pour les soins. M.C., asthmatique, n'a droit, lui, qu'à trois bons par mois, parce qu'il est étranger. Quant à M. B. il voudrait se faire vacciner mais il ne dispose que de deux bons par trimestre parce qu'il est toxicomane.»* Dans ce département, lorsque l'un des 140.000 bénéficiaires de l'aide médicale a "dépensé" ses sésames, il doit obtenir du médecin contrôleur une autorisation pour un bon supplémentaire. Pour cela, il doit justifier d'une pathologie par un certificat médical de son médecin traitant. S'il se découvre un rhume deux jours plus tard, il devra recommencer l'opération et attendre à nouveau jusqu'à dix jours la réponse du médecin contrôleur. *«Imaginez une femme seule, qui a déjà dépassé son quota de bons et qui tombe gravement malade un vendredi soir. Devra-t-elle attendre le lundi pour solliciter le contrôleur général ? »*
Cette administration de l'aide sociale est l'exemple même de ce que veut faire le gouvernement Juppé avec la Sécurité Sociale, en en faisant contingenter le budget par le Parlement.

* * *

Vouloir limiter les dépenses de santé est en réalité une hypocrisie comme l'écrit le Dr François Guérin dans *le Monde* (26 et 27 novembre): « *Consacrer 9,5% de la richesse nationale à la santé peut paraître excessif, mais il ne sert à rien de se voiler la face : compte tenu des progrès extraordinaires de l'efficacité des traitements médicaux et chirurgicaux depuis vingt ans et compte tenu du vieillissement de la population, les dépenses de santé ne pourront que continuer à augmenter au cours des prochaines années. Il s'agit en fait d'un véritable choix de société : les Français acceptent-ils de consacrer à la santé les sommes nécessaires pour traiter tous les malades qui peuvent bénéficier d'un traitement efficace, ou faudra-t-il interdire aux médecins, comme au Danemark, de traiter avec les moyens les plus efficaces les malades de plus de 70 ou 80 ans…Nous sommes conscients qu'il existe des abus et des gaspillages, qu'il convient de supprimer, mais ceux-ci sont marginaux et leur suppression ne résoudra pas le problème du financement des dépenses de santé.…Beaucoup reste à faire pour mettre au point un système de financement qui ne taxe pas de la même façon les plus riches et les plus démunis, et qui permette à tous d'être soignés dans les meilleures conditions, faute de quoi nous connaîtrons une situation analogue à celle des États-Unis, à la fois très onéreuse, et intolérable pour une large part de la population.»*.

* * *

Le très conservateur hebdomadaire britannique "The Economist", écrit pourtant que «*dans la plupart des pays, on ne constate pas de gaspillage excessif au titre des dépenses sociales…Leur part dans le produit intérieur brut — qui mesure la ponction qu'elles opèrent sur la richesse nationale — a augmenté de moins d'un point en moyenne*.
Alors de qui se moque-t-on ?

JEAN-PIERRE MON

Le veau d'or

par ANDRÉ PRIME

L'argent-roi. C'est sans doute la première fois dans l'histoire de l'humanité que l'argent domine à ce point le monde entier. Il est au centre des débats, des politiques conduites par les gouvernements, au cœur de la Bourse et des spéculations en tout genre, sans oublier bien sûr mafias, drogues et concussions.

L'argent n'a pas la même signification pour les riches et pour les salariés moyens ou petits, voire chômeurs et exclus : ceux-ci en ont besoin pour vivre, ou survivre. Et ils sont la majorité des consommateurs. Or, l'État, qui manque régulièrement d'argent pour *"boucler son budget"* a tendance à s'attaquer de préférence à cette catégorie de citoyens pour remplir ses caisses. Et ce, pour deux raisons :

—1. Il ne faut pas mécontenter les catégories qui le soutiennent (cf. baisse envisagée de 56 à 40 % des impôt sur les hauts salaires).

—2. Un prélèvement, faible en apparence, sur des dizaines de millions de contribuables (0,50 % par exemple) rapporte beaucoup plus qu'un impôt important sur une minorité (cf. impôt sur les grandes fortunes).

C'est ainsi que les gouvernements Juppé (collectif Juppé I, TVA à 20,6 %, tabac, alcool, etc.) auront prélevé une centaine de milliards essentiellement sur la masse de ceux qui ne peuvent guère économiser, donc qui assurent le plus gros de la consommation.

Le résultat ne s'est pas fait attendre : baisse de 4 % de la consommation en octobre ; chute de 14 % des ventes de voitures malgré la *"jupette"* relayant la *"balladurette"*, etc. Et cela va perdurer.

Car c'est une imposture de la part des experts à la botte du gouvernement de vouloir imputer ces baisses *"accidentelles"* au nombre de week-ends ! Évidemment, les grèves de novembre-décembre auront bon dos pour justifier la chute des ventes de fin d'année ; même si on ne peut nier leur incidence — l'amputation des salaires des grévistes n'est pas négligeable — le problème de fond demeure. Il se situe au niveau certificat d'études, , on ne peut pas vendre 11 millions de marchandises en distribuant 10 millions de pouvoir d'achat.

Prenons seulement la TVA. Cet *impôt du pauvre* représente 45 % des rentrées fiscales (voir encadré ci-dessous). L'an prochain s'ajouteront à ce prélèvement et d'autres déjà entérinés ou à venir (comme l'essence au 1er janvier), les 30 milliards de RDS, en bref au minimum 110 à 120 milliards, réels puisque les salaires sont bloqués. La grande consommation intérieure ne peut donc que baisser. Si augmentation de la production il y a, elle ne pourra venir que de l'exportation ou, sur le plan intérieur, des produits pour riches : habitations de luxe, voitures, bateaux, etc. Le gouvernement a-t-il songé à l'effet boomerang de ses ponctions fiscales ? Moins de ventes intérieures = moins de rentrées fiscales. Les frais fixes de l'État étant peu compressibles, nous aurons à nouveau des déficits à combler !

A propos du déficit de la Sécu (40 à 50 milliards/an en vitesse de croisière), quel manque à percevoir représentent les RMI, CES, et CEI totalement exonérés des charges sociales, aussi bien côté salarié que patronal ?

Sans l'outil et la petite flamme intérieure qu'est pour nous l'économie distributive, il y aurait de quoi être désespéré. Comment, à la veille du 3ème millénaire, des dirigeants, d'État ou d'entreprise, supposés intelligents individuellement et collectivement, et aidés d'experts, peuvent-ils être à ce point aveugles ou incapables ? Alors que l'homme, en deux siècles essentiellement, a fait montre d'une fantastique capacité d'invention et de création tant sur le plan technique que culturel ? Soixante ans après la constatation de simple bon sens de J. Duboin, quelques uns commencent seulement à découvrir que les machines chassent l'homme de son labeur et que le phénomène éclate dans tous les secteurs…!

Il faut se rendre à l'évidence : plus que jamais le veau d'or est debout.

Tous les gouvernements se conduisent en fondés de pouvoir des marchés. Pour Chirac-Juppé, la cause est entendue, comme chacun a pu le constater. Le veau d'or aveugle l'ensemble de *l'élite* de la planète, alors que, dans le peuple, beaucoup de ceux qui ne comprennent pas très bien ce qui se passe possèdent au moins un grand bon sens et une grande générosité, comme l'ont montré les manifestants interrogés pendant les grèves et les slogans inscrits sur leurs banderoles.

Quel Moïse, éclairé par les Tables de l'Economie distributive et porté par les évènements, se lèvera pour briser ce veau d'or des temps modernes et convaincre les hommes qu'il y a des solutions pour faire cesser ce scandaleux *"chômage d'abondance"* et distribuer à tous les richesses produites ? La GR, et la SNCF, le proclament :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

Quelques chiffres qu'il est bon de garder à l'esprit

PIB : 7.500 milliards — . Dette publique : 3.400 milliards, soit 45 % du PIB (2.000 milliards fin 92).

L'Assemblée Nationale a établi le déficit budgétaire pour 1996 à 322 milliards.

Budget Sécu : 2.000 milliards — . Déficit Sécu : 230 milliards (50 à fin 92).

Rentrées fiscales : l'impôt sur les bénéfices n'en représente que 10 % et l'impôt sur le revenu 20 %.

1 % de TVA = 28,5 milliards.

Qui a dit ... et quand ?

« La CSG est une réforme qui défie le bon sens…Lors de sa montée en puissance, ce texte va gravement pénaliser les classes moyennes, c'est-à-dire un peu le moteur de l'économie … Les retraités, qui ont cotisé pendant toute leur vie active pour bénéficier de leur retraite, vont devoir cotiser sur leur retraite ! »

Jupé, 18 novembre 1990

* * *

«La CSG n'est que filouterie et arnaque ! Où est, Monsieur le Ministre, votre justice sociale ? »

François d'Aubert à l'Assemblée Nationale, le 16 novembre 1990.

* * *

« La CSG est injuste, inadaptée et impopulaire, à l'image de votre gouvernement.»

Bernard Pons à l'Assemblée Nationale, 19 novembre 1990

* * *

« La morale en politique, c'est de ne pas faire le contraire de ce pourquoi on a été élu. Lorsqu'on s'est présenté devant les électeurs, on s'est présenté avec un projet politique … Si l'on veut en changer, il faut retourner devant les électeurs.»

Jupé sur RTL, 18 novembre 1990.

* * *

« Je refuse l'idée exprimée par certains de plafonner les dépenses sociales, notamment les dépenses de santé. Je refuse la politique qui consiste à rechercher désespérément l'équilibre des comptes par une augmentation continue des cotisations, et une baisse des taux de remboursement ! »

Chirac, le 18 février dernier

* * *

"Certains sont allés jusqu'à dire qu'il n'y aurait pas de reprise, de retour de la croissance, sans gel ou limitation du pouvoir d'achat des salariés … Comme si la feuille de paie était l'ennemie de l'emploi. Je dis : ne bloquons pas les salaires. »

« L'expérience l'a montré : trop d'impôt tue l'impôt. On ne réduira pas les déficits en durcissant la pression fiscale.»

Chirac, discours du 17 février 1995, à Paris.

* * *

« Maintenir et garantir le pouvoir d'achat des retraites distribuées est aussi une exigence morale autant

Chirac, interview au mensuel *"Le temps retrouvé"*, avril 1995.

Merci au *Canard Enchaîné* d'avoir collectionné ces perles !

Vive les transports gratuits !

Utopie répondrez-vous. Ne nous projetons pas dans une future société, mais regardons ce qui s'est passé pendant les grèves des transports.

Des autocars privés et même des bateaux mouches ont circulé gratuitement pendant plus de trois semaines. Et pourtant voilà des moyens de transport réputés fort onéreux. En 1968, parmi les revendications foisonnantes, il y avait celle de la gratuité des transports collectifs, (*« on ne nous transporte pas, on nous roule ! »*). Bien sûr, dans notre société capitaliste alias *l'économie de marché*, c'est quasi impossible à obtenir.

Pourtant regardez-la, cette économie de marché (de marche à pied en ce moment). Elle marche plutôt la tête en bas. Reprenons l'exemple des transports. Voilà que d'un côté les capitalistes (l'Etat ou le privé) dépensent des milliards en pub pour attirer le "client" tout en refusant la moindre augmentation à leurs employés. Survient la grève et alors là, rien n'est trop luxueux pour que les salariés aillent à leur boulot.

Avant de terminer ce petit billet, et en voyant ces millions de voitures individuelles enchevêtrées, je pensais à une réflexion d'un député ory proche de Mrs Thatcher qui disait *« la voiture c'est la liberté individuelle »*.

Conclusion : l'économie de marché c'est tout ce que l'on veut, sauf faire des économies.

Lucien Bresler

Sous son aspect actuel

Quelle connerie l'argent !

Il semble que le comble de cette connerie nous soit parvenu de Russie, le jeudi 12 octobre 1995. Voici en gros ce que j'ai entendu à la radio : des cosmonautes russes qui tournent dans l'espace depuis x temps devaient revenir sur terre ce jour-là. Mais ils ont été condamnés à tourner 44 jours de plus.

Pourquoi ? Non, pas pour une raison technique.

C'est simplement parce que les Russes manquent d'argent pour les recevoir à terre…Si après les 44 jours de ronde en plus, il n'y a toujours pas l'argent, ils risquent de tourner longtemps. Il faudra ouvrir une souscription internationale pour payer leur retour et les recevoir dignement à terre. Espérons qu'ils ne manqueront pas de vivres. La prochaine fois, ils prendront soin de prendre un billet aller retour… s'ils ont les sous !

Si seulement cela pouvait éclairer nos contemporains sur l'immense connerie qu'est l'argent actuel. Au temps du *"socialisme"* de l'URSS, on suppose que les Soviets fabriquaient, au moins en partie, l'argent dont la société avait besoin. Maintenant qu'ils font retour au capitalisme, voilà qu'ils manquent… de capitaux !

Les capitalismes ont toujours su fabriquer les capitaux qui leur rapportent, même pour les armements et la guerre. Tant pis pour les autres.

Peuples allez-vous ouvrir les yeux ?

Paul Béné

Les Euro-nuls

par JEAN-PIERRE MON

A-L W

Les Euro-nuls ? … ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement qui se sont réunis à Madrid les 15 et 16 décembre derniers pour fixer le nom et les modalités de mise en place de la monnaie commune européenne. Ils ont décidé que la date d'entrée en vigueur de l'Euro sera le 1er janvier 1999. Jusque là, rien à dire. Mais là où les dits responsables politiques européens se montrent complètement nuls, c'est lorsqu'ils s'interrogent sur l'aspect matériel que doit prendre l'Euro et sur les délais qu'il faudra avant que les peuples de l'Union Européenne, vous et moi donc, puissent disposer de billets et de pièces libellés en Euro. Cela pourrait peut-être devenir possible en 2002, paraît-il. Encore faut-il se mettre d'accord sur l'aspect de cette future monnaie : y aura-t-il six ou sept coupures différentes, selon qu'on décide ou non d'un billet de 500 Euros, faut-il que ces billets présentent un "léger" signe distinctif selon les pays?… Trois ans, au moins, pour sortir cette nouvelle monnaie ! Cela laisse rêveur sur l'efficacité de la future banque centrale européenne qui aura la charge de l'émettre. Quant à mettre des signes distinctifs sur les billets ou pièces selon les pays, c'est la négation même d'une monnaie commune. Il n'y a qu'à voir, par exemple, les difficultés qu'on a lorsqu'on se trouve en Angleterre avec des billets à l'effigie de la Reine mais émis à Jersey… Dans le genre franchouillard-rétro, notre Secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Michel Barnier, s'est particulièrement illustré sur France Inter en nous expliquant, tout réjoui, que dès 2002, on pourrait utiliser des billets libellés en Euro pour payer nos impôt s!

Il ne semble pas que l'idée que la plupart des transactions se font par chèques ou par carte bancaire ait effleuré ces messieurs. Pas plus que celle qu'on puisse substituer à la monnaie matérielle de grand papa une monnaie dématérialisée, la monnaie électronique.

Et pourtant, comme nous l'explique Newsweek (du 6 novembre), depuis la dernière semaine d'octobre, la monnaie électronique est devenue une réalité.

LA MONNAIE ÉLECTRONIQUE

La banque Mark Twain de Saint Louis (Missouri) utilise la technique mise au point par Digicash (société basée aux Pays Bas) pour autoriser les détenteurs d'un compte spécial à effectuer des transactions directement à partir de leur micro ordinateur. Le service bancaire des Postes suédoises sera le prochain grand organisme à mettre en œuvre le système Digicash. C'est tout simple : en cliquant sur votre souris, vous entrez dans le monde extraordinaire de la monnaie du futur dont les progrès promettent d'être fulgurants. L'un des pourvoyeurs de ce nouveau moyen de paiement s'est même vanté de ce que : « *nous pouvons remplacer l'argent liquide plus rapidement que l'automobile a remplacé le cheval* .»

Notre expérience multimillénaire d'utilisation d'une monnaie matérielle - des coquillages au papier - est désormais confrontée aux bits (des 0 et des 1) de l'ère du Numérique. Une nouvelle industrie est en train de naître, qui va permettre de remplacer la plupart des transactions faites aujourd'hui en liquide par des échanges effectués en une **monnaie numérique** plus souple. C'est bien ce qui est en train de se réaliser à l'échelle mondiale - notamment en Amérique et en Europe.

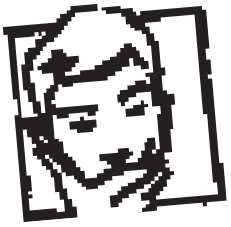
Les nouveaux entrepreneurs se sont lancés dans cette aventure pour, **littéralement**, «***faire de l'argent.***» Ils vont développer une large gamme de services de paiement basés sur l'utilisation du réseau Internet, services allant de transactions sûres à l'aide de cartes bancaires à la mise en œuvre de véritables "porte-monnaie électroniques" ayant pratiquement les mêmes possibilités que les liquidités actuelles. Apparaissent aussi les cartes universelles (sorte de cartes de crédit équipées d'une puce électronique) qui peuvent stocker une certaine somme d'argent. De nombreux européens sont déjà familiarisés avec ce type de carte. Le projet le plus ambitieux à ce jour semble être celui de la firme britannique Mondex dont l'objectif n'est rien moins que de créer une **monnaie électronique mondiale**. Les "visionnaires" affirment qu'éventuellement on pourra relier tous ces divers services de paiement. « *Dans les tout prochaines années*, dit un des vice présidents de la banque Mark Twain, *vous aurez la possibilité d'envoyer par courrier électronique de l'argent à un de vos amis. Vous pourrez le transférer sur une carte, aller chez votre commerçant habituel et l'utiliser pour payer ce que vous voudrez. Vous pourrez même transférer de la monnaie d'une carte à une autre ou l'entrer directement dans la mémoire de votre micro-ordinateur.*»

En fait, l'idée de monnaie électronique n'est pas nouvelle. Depuis des décennies, des milliers de milliards de dollars ont été transférés électroniquement lors des échanges commerciaux, dans les transactions interbancaires, les échanges de devises. L'usage des cartes de crédit, des guichets automatiques est maintenant profondément enraciné dans notre vie quotidienne et nous nous servons couramment d'un grand nombre de cartes codées pour des usages spécifiques, tels que le métro, le téléphone, les parkings… Toutes ces utilisations ne sont fondamentalement que divers types de monnaie cybernétique. Mais la technologie va maintenant remplacer l'argent liqui-

de que vous mettiez dans votre portefeuille par la monnaie électronique.
Qui plus est, un argument décisif plaide en faveur de la monnaie électronique : c'est que contrairement à l'idée que s'en fait le grand public, l'argent liquide a un coût. Il est cher à compter, à déplacer, à stocker et tout particulièrement à protéger. Passer d'une monnaie nationale à une autre est aussi une opération compliquée… Les substituts habituels de l'argent liquide, tels que les chèques, les traites ou les cartes bancaires ne sont pas non plus bon marché. Ainsi, estime-t-on aux Etats-Unis à un dollar pièce le coût de l'expédition et de la manipulation d'un chèque ; quant aux cartes bancaires elles coûtent aux commerçants environ 2% du montant de la transaction effectuée. Ces chiffres font saliver les fabricants de cartes universelles. « *C'est littéralement l'occasion de ramasser des dizaines de milliards de dollars* », dit Don Gleason, président de Smart Card Enterprises…
De son côté, Master Card a lancé une enquête mondiale pour savoir comment serait accepté un tel produit financier…Les réponses semblent favorables dans un grand nombre de pays.

D'IMMENSES POSSIBILITÉS ET QUELQUES PROBLEMES

Alors que les cartes universelles sont sur le point d'envahir le monde entier, le seul problème urgent qui se pose à la monnaie électronique est celui de la "sécurité" du réseau Internet. Des milliers de commerçants sont en train d'installer des boutiques virtuelles et des catalogues électroniques sur le réseau. Il faut donc pouvoir dès maintenant disposer de moyens de paiements pratiques et sûrs. Le plus simple pour effectuer des achats par le réseau semble être que les gens puissent utiliser leurs cartes bancaires, ce qui implique que les divers pourvoyeurs de cartes se mettent d'accord sur un standard commun. On n'en est pas encore là, mais en attendant un accord général, Cyber Cash Inc (société spécialisée dans la gestion de réseaux et la cryptographie) et Netscape Communication Corp sont allés de l'avant en mettant en œuvre un standard provisoire permettant aux consommateurs d'envoyer leur numéro de carte de crédit sur Internet sans avoir à craindre de piratage.
Les cartes de crédit ont cependant une validité limitée, elles ont des coûts minimaux élevés et ne peuvent être utilisées que dans des transactions avec des commerçants agréés et, pour le moment, on n'a peut-être pas le moyen de savoir si le correspondant à l'autre bout est vraiment un vendeur agréé. Quoi qu'il en soit, ce que montrent toutes les enquêtes c'est que les gens veulent pouvoir disposer sur le réseau de l'équivalent de l'argent liquide. C'est ce que cherchent à réaliser des sociétés comme Mondex et Digicash qui promettent avec leur système une souplesse aussi grande que celle de la monnaie "physique" actuelle : possibilité de déplacer la monnaie électronique n'importe où, aussi librement que la monnaie matérielle actuelle, facilité pour la mettre sur une carte bancaire, un compte en banque ou sur une carte universelle, possibilité de payer dans cette monnaie non seulement les commerçants agréés mais aussi des amis, des entrepreneurs, et…peut être même de jouer dans un "casino cybernétique".
En libérant la monnaie de son enveloppe matérielle, un nombre incalculable de nouvelles possibilités vont pouvoir se développer plus facilement : imaginez en effet que le réseau Internet est une immense place publique, d'accès illimité, sans taxe à payer pour ouvrir une boutique et presque sans coût salarial pour la tenir ; ajoutez à cela la possibilité de vendre dans le monde entier, et vous êtes, comme dit le fondateur de First Virtual, «*au début du plus grand marché de l'histoire*.»
Il est bien évident, cependant, que la mise en œuvre de la monnaie électronique doit se faire en prenant quelques précautions, ce qui impose une réglementation internationale.
Dès maintenant, en effet, n'importe qui peut "ouvrir" un bureau et proposer sa propre monnaie. Evidemment, il faut, pour que ça marche, convaincre les gens que cette monnaie a de la valeur. Généralement, seuls les gouvernements et les banques bénéficient de cette confiance. Notons, toutefois, qu'à part les chèques de voyage, depuis plus d'un siècle, on n'a pas accepté les espèces créées par les banques. Y sommes-nous prêts maintenant ? Est-ce que les gouvernements envisagent même de créer leur propre monnaie électronique ? Il y a quelques semaines, la question a été posée à une audition du Congrès par le directeur de l'Hôtel des monnaies des Etats-Unis. Mais, le vice-président de la Réserve Fédérale a, au cours de la même audition, donné un avis défavorable, pour le moment, en prétextant que l'implication du gouvernement dans ce processus pourrait étouffer l'impulsion innovatrice de la communauté de la monnaie électronique.
Enfin, et c'est peut-être là le plus grand reproche que lui font certains, la monnaie électronique peut être suivie à la trace, comme les cartes bancaires actuellement. On a potentiellement la possibilité de savoir à quoi vous avez utilisé votre monnaie électronique. Cela ne fait évidemment pas l'affaire des trafiquants en tout genre, du spéculateur professionnel au petit dealer. Il existe cependant des possibilités de cryptographie qui permettent d'assurer la confidentialité des transactions privées. On peut envisager, comme le proposent nos camarades du Centre d'Etudes Joan Bardinas de Barcelone, que la Justice soit la seule institution qui puisse avoir un accès direct à l'ensemble des données télématiques monétaires, la loi limitant leur consultation aux cas de délinquance.
Bref, la technique et un contrôle par des institutions démocratiques pourraient résoudre les quelques problèmes auxquels se heurte la monnaie électronique. Encore faudrait-il que nos chers Eurocrates envisagent la question et ne se réfugient pas dans un débat d'arrière garde sur les pièces de monnaie et billets de banques. Même si elles, n'ont encore pris aucune décision au sujet de la monnaie électronique, les autorités gouvernementales et monétaires des Etats-Unis s'en préoccupent, elles ! Allons-nous, une fois de plus, rester à la traîne ?



Vive le collectivisme

PAR DJÉMIL KESSOUS

Le *particularisme* et le *collectivisme* représentent deux mentalités différentes, deux nécessités diamétralement opposées qui, pourtant, se conjuguent dans de nombreux phénomènes sociaux. L'exemple du football est très édifiant à cet égard. Ici, au départ, ce sont des logiques particularistes qui sont opposées : le camp des bleus et celui des rouges. Mais à l'intérieur de chaque formation c'est l'esprit d'équipe qui prévaut, le jeu *collectif* donc une certaine forme de *collectivisme* : chaque joueur individuel doit construire son jeu et, au besoin, s'effacer devant la collectivité représentée par son équipe.

Ce même mélange complexe de collectivisme et de particularisme se retrouve en de nombreuses circonstances, y compris au cœur du *management* capitaliste : même dans ce bastion de l'individualisme , donc du particularisme, les *managers* pratiquent une forme de collectivisme en tentant d'insuffler un *esprit d'équipe* à leurs agents : cadres, vendeurs, employés…

Ainsi en tous lieux, les deux logiques, particulariste et collectiviste, ne cessent de s'affronter, elles sont inextricablement enchevêtrées. On peut les observer dans les grèves qui agitent le pays. Celles-ci commencent également avec cette *logique particulariste* : ce sont bien des intérêts particuliers qui, ici ou là, déclenchent tel ou tel conflit, ceux des étudiants, des cheminots ou des fonctionnaires. Mais la lutte s'organise selon une logique *collectiviste*::*collectivement*, nous manifestons, chantons, occupons les locaux, organisons l'approvisionnement, mangeons et dormons dans la plus grande convivialité.

Les réactions provoquées par ces différents conflits sociaux suscitent également un mélange complexe de réflexes particularistes et collectivistes. On peut observer un certain nombre de réactions hostiles, *particularistes*, causées par les multiples désagréments : la paralysie de la circulation, les PME en péril dont le courrier reste bloqué, les difficultés immenses rencontrées par ceux qui craignent pour leur emploi et qui, malgré tout, sont contraints d'aller travailler… Inversement, on enregistre de nombreuses déclarations de solidarité, parfois parmi ceux-là même qui sont le plus gênés et qui, effaçant leur intérêt personnel, dépassant l'étroit réflexe particulariste, admettent et approuvent l'action faite dans l'intérêt de cette communauté ; on comprend les raisons qui poussent telle ou telle collectivité à lutter : celle des cheminots, des étudiants, des mineurs ou des fonctionnaires, et on convient de mettre son petit intérêt — *particulier* — sous le mouchoir.

Mais les adversaires des grévistes, et notamment ceux qui nous gouvernent, ne s'appuient-ils pas également sur une certaine forme de collectivisme ? Pour justifier les mesures impopulaires qui sont prises, ils déclarent que ces particularismes doivent s'effacer devant les intérêts supérieurs de la France, ceux, par conséquent, d'une certaine collectivité ; certes, il serait plus juste de parler des *"intérêts supérieurs de certaines catégories de Français"*. Ne retrouve-t-on pas ces mêmes phénomènes particularistes au niveau international ? À travers la mondialisation généralisée de l'économie, toutes les nations s'affrontent en tirant la couverture de leur côté. Il en va des particularismes professionnels (corporatismes) comme des particularismes individuels (individualismes), des nationaux comme des régionaux. De ce point de vue, il existe aujourd'hui des nations riches et des nations prolétaires (pour reprendre le titre de l'ouvrage célèbre de l'économiste P.Moussa). Ce phénomène n'est pas nouveau puisque Voltaire déclarait déjà :"*Il est clair qu'un pays ne peut gagner sans qu'un autre perde, et qu'il ne peut vaincre sans faire de malheureux"*. (Questions sur l'encyclopédie, 1771). Même si on peut difficilement taxer cet auteur de collectiviste, on peut percevoir chez lui un certain bon sens.

Le particularisme n'a cependant jamais été aussi exacerbé qu'en cette période de guerre économique permanente. Ainsi, le capitalisme a généralisé le darwinisme, la lutte pour la vie, à toutes les échelles humaines en jetant les différents particularismes les uns contre les autres. Dans ce jeu, il y a certes quelques gagnants, mais de plus en plus de perdants.

Sommes-nous condamnés *ad vitam aeternam* à cette lutte sans merci des particularismes ? Rien n'est moins sûr :*«On prétend encore que l'homme est un individualiste qui a le collectivisme en horreur… La collectivisation est un effet de la civilisation. Aujourd'hui, la vie de chacun est tellement imbriquée dans celle de millions d'autres que nous ne sommes plus guère qu'une cellule d'un gigantesque organisme qui mit sept mille ans à s'édifier»*, écrit Duboin[1].

Au cours de sa longue marche, l'histoire a dû nier de nombreux particularismes : la monarchie s'est construite en ruinant les féodalités ; l'État-nation moderne, en écrasant les minorités nationales. Est-ce à dire que nous devons nous diriger à terme vers un gigantesque État-nation planétaire ?… L'ennui naquit de l'uniformité. Il semble pourtant possible, en respectant les particularités, de vivre et travailler ensemble sans que cela n'aboutisse à des inégalités flagrantes et à des conflits meurtriers. La Confédération helvétique, par exemple (même si cet exemple n'est pas parfait), regroupe 23 cantons dans lesquels on parle 4 langues différentes et on pratique deux religions. On n'y observe nullement les inégalités de développement qui existent au niveau planétaire.

Cette confédération mondiale que nous appelons de nos vœux ne pourra, toutefois, s'édifier que sur la ruine du système qui exacerbe les particularismes, sur la ruine du capitalisme. Or, il semble bien à présent que toutes ces luttes particularistes qui avaient fait la force du système capitaliste alors qu'il était en pleine croissance, sont aujourd'hui en train de le désagréger inexorablement. Continuez donc à vous battre, nous sommes sur la bonne voie…

Dans les mouvements sociaux les logiques particulariste et collectiviste sont-elles irrémédiablement condamnées à s'opposer en tous lieux comme à présent ? Est-ce que nous sommes définitivement contraints à lutter pour faire prévaloir certains intérêts particuliers face ceux des autres ? L'exemple de la grève générale productrice et dis-

tributrice (GGPD) nous montre qu'il est possible de concilier l'intérêt particulier et celui de la collectivité.

La force des idées

…La grève générale provient d'une vieille idée : en 1832, un obscur cabaretier anglais, W.Benbow propose dans une brochure la cessation de tout travail pendant un mois. A la suite de ce *Grand National Holiday* la classe ouvrière pourrait proclamer une constitution universelle et établir l'égalité entre les hommes.

Cette idée de grève générale, ultérieurement reprise en France, en Belgique puis aux États-Unis, déclenchera, au cours du XIXe siècle, un certain nombre de controverses notamment dans les sections de la Première internationale. Globalement condamnée par les marxistes qui la jugent utopique, elle sera soutenue par les anarchistes. Toutefois, jusqu'à la fin du siècle, à part quelques mouvements sporadiques en Espagne (1873, Alcoy et Barcelone), en Belgique ou aux États-Unis (le 1er mai provient de ce projet), la grève générale ne sera pas tant une réalité effective, mais plutôt une simple idée, voire une utopie (Pelloutier préconisait ainsi sa préparation consciente avec collecte de fonds préalable et déclenchement concerté le jour J).

C'est en Russie, au tournant du siècle, que la grève générale devient une réalité concrète. A partir de 1896-97 à Saint Pétersbourg, comme une irrésistible lame de fond, un puissant mouvement réel paralysant le pays ne cesse de s'étendre, à travers les explosions successives et sporadiques : dans le Caucase et à Rostov-sur-le-Don en 1902, puis, l'année suivante dans tout le Midi de la Russie (Bakou, Tiflis, Odessa, Kiev…), enfin, après une courte pause, c'est le formidable mouvement de 1905 qui ébranle tout l'Empire ruse et qui marque la première apparition des soviets (conseils ouvriers). La grève générale s'impose, non plus comme une simple vue de l'esprit, mais comme une réalité puissante. *«Des idées ne peuvent jamais mener au-delà d'un ancien ordre du monde, elles peuvent seulement mener au-delà des idées de l'ancien ordre du monde. Des idées ne peuvent absolument rien réaliser. Pour réaliser des idées, il faut les hommes qui mettent en jeu une force pratique»*. Cette thèse du jeune Marx (La Sainte Famille, chapitre VI) s'applique admirablement à cette idée de grève générale que ses disciples, pourtant, auront longtemps combattue. Dès 1906, devant ce constat de fait, R.Luxemburg convient que la révolution russe de 1905 *«oblige à réviser fondamentalement l'ancien point de vue marxiste à l'égard de la grève de masse»*.

Depuis 1905, la grève générale a connu une riche histoire. En Allemagne, en mars 1920, la tentative de Putsch réactionnaire de W.Kapp entraîne, en trois jours, la paralysie totale du pays. Partie de Berlin le 14 mars, elle s'étend à tout le pays en concernant non seulement le secteur privé, les services publics mais également la police et l'armée ! Les travailleurs allemands qui, un an auparavant, n'avaient guère suivi les spartakistes dans la voie de la révolution socialiste, n'en sont pas décidés pour autant à revenir à l'ancien régime, sous la coupe du Kaiser et des hobereaux prussiens.

De 1905 à 1968 la grève générale aura donc connu une riche histoire. Cependant, bien que très puissant, ce type d'action présente certaines limites, voire des inconvénients notables. Si elle marque bien la détermination de la majorité des travailleurs, si elle contraint le pouvoir à négocier, la grève générale ne règle nullement les problèmes au fond. Une fois le mouvement repris, les choses rentrent généralement dans l'ordre. C'est que la plus générale des grèves demeure un mouvement révolutionnaire malgré tout limité. Si elle conteste l'ordre dominant, elle n'offre que peu d'alternative. Certes, les comités représentent des embryons du nouveau système appelé à se développer. Mais il reste que, en paralysant l'activité, la grève cause de graves problèmes pour l'approvisionnement, les soins, l'enseignement… Et que deviennent les autres ? En particulier les chômeurs, l'État, l'armée, la police ? Marx définit le communisme comme le *mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses* (L'idéologie allemande, 1845-46). Mais quid de la construction de l'ordre nouveau ? Jusqu'à nos jours, cette définition restrictive aura marqué tout le mouvement révolutionnaire officiel, marxiste ou anarchiste, bien plus orienté sur la revendication, la lutte des classes, la remise en cause implicite du système existant, mais bien moins sur les problèmes de reconstruction de l'ordre futur.

Cette pierre qui manque à l'édifice du socialisme révolutionnaire sera apportée ultérieurement par le mouvement de l'économie distributive. Si la *"grève générale"* tout court provient d'une idée émise au XIXe siècle, la GGPD est d'une idée née un siècle plus tard dans le riche contexte socio-politique français d'après-guerre ou des militants syndicalistes révolutionnaires - notamment de Saint-Nazaire (J.Godeau) et de Marseille (J.Pastor) - ont progressivement rejoint les thèses de l'économie distributive de J.Duboin. En 1964 les militants ouvriers du mouvement français pour l'abondance (MFA) réunis en congrès à Amboise proclament :*«Dès lors la vieille **grève générale** repensée à la lumière de l'abondance…deviendra, même mal appelée : **la grève générale productrice et distributive** dont la mise en train est à elle seule la presque totalité de la victoire finale»*.

Loin de la grève classique…qui, disons-le crûment, *emmerde le peuple*, la GGPD, grève de *gratuité*, nous montre que l'on peut très bien faire tourner l'économie sans monnaie. Cette *idée* est réellement *révolutionnaire* ; c'est la raison pour laquelle elle est fortement combattue tant par le pouvoir qui menace de poursuites judiciaires que par les états-majors syndicaux. Malgré ces tentatives d'étouffement, la GGPD, animée par des hommes mettant en jeu *une force pratique, a commencé à entrer dans les faits*. Ainsi, à diverses reprises, les employés de péage d'autoroute ont laissé passer gratuitement les voitures. Au cours des dernières grèves, des grévistes d'EDF, à Brest d'abord, ont mis les particuliers au tarif de nuit. Ce mouvement a fait tache d'huile, s'étendant progressivement à Grenoble, Charleville-Mézières, Clermont-Ferrand, Carcassonne et Mulhouse (*Le Monde*, 6/12/1995). Cette idée de GGPD pourrait aisément se généraliser à de nombreux secteurs : dans les transports publics, les télécommunications, les postes (postez votre courrier non affranchi, nous en assurons la distribution !), etc. *Pour réaliser des idées il faut les hommes qui mettent en jeu une force pratique*, écrit Marx…

L'avenir nous dira si la GGPD est une idée saugrenue. En attendant, les militants de l'économie distributive ne manqueront pas de militer en sa faveur.

————

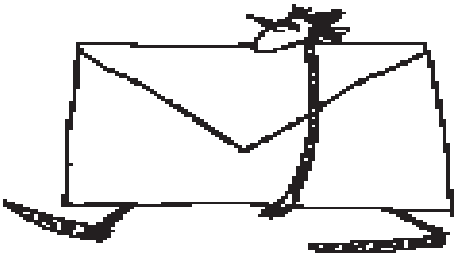
1.*"Les hommes sont-ils naturellement méchants"*, OCIA 1947, p. 63.

Dictature de la croissance

Voici un petit livre surprenant. En effet, son auteur Gérard Moreau, ancien professeur d'allemand, parvient aux mêmes conclusions que nous mais de façon totalement indépendante, par la seule analyse des méfaits de la croissance aujourd'hui imposée dans tous les secteurs de l'activité humaine. Ce texte, dont l'auteur dit lui-même qu'il est *« destiné à ceux qui n'ont pas perdu leur capacité d'indignation »* sera pour nos lecteurs une mine de réflexions et d'arguments convaincants. En voici quelques uns glanés un peu au hasard : Dénonçant l'irruption de produits prêts à la consommation, y compris dans la culture, il constate que la fonction critique s'efface au profit de l'assujettissement :*« le consommateur suit la mode, l'amateur cherche à s'en dégager»*. La frénésie de consommation élimine la contemplation : "on fait tout Degas" en une heure, l'agence de tourisme propose de "faire l'Égypte en quinze jours" : il y a refus de la durée, *« on ne zappe pas que devant son téléviseur, désormais on zappe aussi dans la vie»*, et *« la standardisation est devenue l'un des fondements de la société de croissance productive… L'organisation du tourisme de consommation à grande échelle, autrement dit le fordisme touristique, pousse les professionnels à adapter le produit au goût du public… Finies les longues soirées à jouer aux cartes ou aux boules, ou bien à écouter les vieux raconter des histoires : ces activités n'ont aucun intérêt économique. Aujourd'hui, on nous demande de consommer les produits culturels comme les autres… Comment échapper à cette propagande idéologique digne des États fascistes ? Dans la rue, dans le bus, chez vous, à la télé, dans la boîte aux lettres, la publicité s'infiltre partout, au point qu'il n'est pas excessif de parler de totalitarisme de la consommation».* C'est la fin du travail-emploi : «*La conception que nous en avons aujourd'hui n'est pas si ancienne, bien que déjà surannée. Il nous revient… de se défaire des habitudes totalitaires qui prônent une règle unique applicable à tous, et chercher dans les initiatives d'aujourd'hui les germes des pratiques de demain… Nous sommes sous la tutelle d'une idéologie fascisante qui veut voir tout le monde au travail… On a beau construire de nouveaux immeubles, cela ne rendra pas solvables ceux qui sont à la rue ».* L'auteur en vient lui aussi à la misère dans l'abondance. Il dit en effet :*«Des montagnes de produits restent sans acquéreur… La honte de cette situation ne sera pas effacée par un accroissement de la production, mais par une autre conception de l'économie… La fin des gros travaux ouvre des espaces de liberté inconnus jusqu'à présent… La société démocratique de l'abondance nous place comme l'homme à la sortie de l'enfance : Que vas-tu faire de ta vie ?»*

Voici quelqu'un qui n'a pas lu *Les yeux ouverts* que J. Duboin publia en 1955 mais qui écrit : *« Faut-il que le matraquage idéologique autour de la consommation et de la croissance soit puissant pour nous empêcher d'ouvrir les yeux ? »*

M-L D.



Voici des extraits de quelques unes des très nombreuses lettres (souvent très émouvantes) que nous avons reçues au sujet de notre numéro spécial *"soixantenaire"*.

Les textes de J. Duboin ponctuent les souvenirs de mon enfance. Avant d'apprendre à parler, à comprendre le sens des mots, j'ai été bercée par les théories de ce grand homme. C'était comme une musique d'ambiance, une toile de fond. Mon père vouait (et voue toujours) une immense admiration à Jacques Duboin et ses propositions abondancistes.

Puis, en grandissant, j'ai commencé à lire la Grande Relève et les livres de J. Duboin. J'ai été littéralement séduite, fascinée, enthousiasmée par tant de vérité, d'évidence, de clarté, de clairvoyance, de compréhension humaine. Il y a du génie dans cet homme, une sensibilité rare et une intelligence hors du commun.…

La Grande Relève, c'est une bouffée d'oxygène, c'est tellement vrai, juste, parfait… C'est le socialisme, le vrai, celui qui n'a encore jamais existé dans aucun pays du monde. La pureté ! Mes enfants sont également convaincus.… Quand je me plonge dans la Grande Relève, je ne voudrais plus en sortir. J'ai du mal, ensuite, à retrouver la difficile réalité. Je ne comprends pas, je n'admets pas qu'on puisse vivre encore dans une société différente de celle que propose ce mensuel.

Pourquoi y-a-t-il si peu de gens qui voient si clair ? De toute façon, si nous voulons sauver l'humanité de la catastrophe vers laquelle elle se précipite, il faudra bien appliquer les théories énoncées par J.Duboin et ses "disciples".

Grâce à vous, j'ai de l'espoir, grâce à vous, je crois encore en l'homme, grâce à vous, je crois en l'avenir. Vous avez compris depuis longtemps comment devait fonctionner la société afin que le bien-être, l'aisance, dus au progrès soient partagés entre tous les êtres humains, que la misère, l'ignorance soient à jamais bannis et que l'abondance des biens produits par les machines rendent tous les êtres humains dignes, heureux, libres, sans souci du lendemain… et qu'ils aient enfin le temps, le loisir de s'instruire, se cultiver, se distraire à leur guise, savourer la vie…

Qu'ils puissent enfin vivre leur vie, la vraie !

Je formule le souhait que mes enfants et petits-enfants, que l'humanité toute entière vive bientôt et pour toujours dans un monde basé sur les pensées

de J.Duboin, créateur d'un nouveau monde.
Bravo et merci à Marie-Louise Duboin et à toute l'équipe du mensuel d'avoir pris la relève de la Grande Relève. Continuez votre magnifique action. Elle portera ses fruits. Le 21ème siècle sera abondanciste ou ne sera pas.

A.P., Grenoble

NDLR. Il y avait tant d'éloges dans cette lettre que nous nous sommes sentis obligés d'en couper des passages !
Mais quel encouragement !

***

Toujours fidèle à la Grande Relève depuis les années 50, je demeure convaincu qu'il faut sans cesse aiguillonner la conscience humaine, toujours embryonnaire afin qu'elle s'engage enfin vers un hypothétique épanouissement.
Après l'âge de pierre et l'âge atomique, peut-être connaîtrons-nous un éveil vers l'ère de la Conscience.
Je l'espère pour les générations futures, en souhaitant que l'aurore apparaisse et couronne le mérite de tous ceux qui ont eu le courage de donner une suite aux thèses de Jacques Duboin en persévérant à faire paraître la Grande Relève.

A.L., Rennes

***

Moi qui suis un des premiers compagnons de Jacques Duboin (1935) j'ai apprécié votre numéro d'anniversaire des 60 ans. Mais que c'est dur de faire comprendre les choses qui crèvent les yeux. Les gens sont complètement déboussolés et comme toujours, il se retournent vers les démagogues. Et notre soi-disant élite qui ne veut rien comprendre. Souhaitons qu'ils ne le paient pas trop cher.

L.F., Ménétréol s/Sauldre

***

J'ai beaucoup aimé le numéro spcial de la Grande Relève, une idée de génie de commencer par ce petit billet accrocheur : "Acheteur, lisez ceci…", j'avais l'impression de lire ce qu'aurait pu écrire un bonimenteur de foire, si le contenu n'en avait été différent, on est ensuite pris, on veut savoir la suite, c'est passionnant de voir ainsi le temps se dérouler et l'histoire se répéter… On attend en lisant, en haut, en bas, au milieu vos remarques justes et actuelles et on se demande ce qui va arriver à la fin, un suspense bien mené, un réel plaisir qui se termine par ce : et maintenant ? Et maintenant, je crois que nous sommes au pied du mur, mais hélas, je n'ai pas eu le bonheur d'avoir un retour à mes envois et je me sens tellement démunie et sans espoir de voir évoluer les mentalités, donc changer les choses.

S.M., Montpellier

***

Bravo pour ce magnifique numéro, fruit d'un travail collectif, tellement apprécié. La lutte si longue de notre cher J. Duboin et de Marie-Louise aboutira un jour prochain. Merci pour ce travail et ce dévouement magnifique.
Je vous fais connaître autour de moi.

M.R., Fréjus

***

J' apprécie beaucoup ce rappel d'articles qui cadrent si bien avec l'actualité. Mais je voudrais préciser que Gaston Doumergue fut Président de la République de 1924 à 1931. Il prit ensuite sa retraite et se retira dans le Midi (à Tournefeuille si mes souvenirs sont bons). En 1934, Albert Lebrun, alors Président de la République, ne sachant plus à qui s'adresser, lui demanda de reprendre du service et de former un gouvernement. Il était donc à cette époque Président du Conseil des ministres. Ce qui explique les termes de la lettre de Jacques Duboin, car sous la 3ème République, le Président de la République n'avait guère de pouvoirs.
Merci pour votre travail et bon courage.

B.P., Rouen

***

Félicitations pour le numéro spécial soixantenaire. Qui pourrait prétendre après tant d'années et de bouleversements, réimprimer des articles qui n'auraient pas vieilli ? Pourtant, c'est le cas de ceux de Jacques Duboin ; et que dirait-il de la situation actuelle ?
N'ayant connu Jacques Duboin que juste après la guerre, j'ai beaucoup apprécié la première moitié de ce numéro spécial et, notamment, le "Droit au travail" de 1934. Quel précurseur ! Ce numéro est copieux, je regrette quand même que l'on n'y trouve pas un portrait du fondateur de notre association, à qui l'avenir érigera des statues.
Ma peur actuelle, pas pour moi (75 ans) mais pour les jeunes, c'est de voir le capitalisme si puissant, quoi qu'on dise, et en concurrence si sauvage, qu'il rendra, tôt ou tard, la guerre inévitable. On vient de célébrer le 25e anniversaire de la mort de de Gaulle … En somme, en un certain sens, il était plus révolutionnaire que nos politiciens, passés et actuels, que d'ailleurs il méprisait largement.
Actuellement, quel retour en arrière, on reprivatise à tour de bras, l'employé doit être d'une souplesse humiliante et le chômage ne semble même plus être "la priorité des priorités", mais plutôt les grand équilibres financiers en vue de l'Europe et de la monnaie unique…
Pour tromper, on ne prononce plus certains mots : capitalisme est remplacé par régime libéral, austérité est remplacé par rigueur, chômeur par demandeur d'emploi, etc. comme on avait changé hier les aveugles en malvoyants, les sourds en malentendants. On se gargarise de mots, on palabre, on agit peu et dans le désordre.
Les contradictions sont monnaie courant, une des dernières est de porter la durée active du fonctionnaire à 40 ans pour sa retraite entière : ce n'est pas ce qui diminuera le chômage ; le progrès voudrait que ce soient ceux du privé qui passent à 37 ans 1/2 (en attendant mieux).
De même les cheminots, sont-ils parmi les privilégiés ? et la fermeture des petites lignes de la SNCF (déjà bien entamée) augmentera le chômage et aussi la pollution, contre laquelle on prétend lutter, par le remplacement des trains par camions, autocars, voitures. Toutes ces mesures vont encore diminuer le pouvoir d'achat alors qu'on souhaite la reprise de la consommation …
Ah si nous avions la possibilité de nous exprimer régulièrement à la télévision !
Mais pourquoi, ne referions-nous pas des réunions publiques, comme autrefois du temps du MFA, peu nombreuses vu les frais, peut-être n'y aurait-il que peu de participants mais, au moins, nous nous réconforterions mutuellement.
… Je ne peux, qu'une fois de plus, vous encourager et vous remercier de l'effort que vous déployez pour entretenir et développer, malgré tous les boycottes, la ligne tracée depuis plus de 60 ans et vous assurer de toute mon amitié sincère.

J.T., Savigny-sur-Orge

***

La "Grande Relève" analyse et propose :

CONSTATER :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort à fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.
Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.
Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés…Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.
Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science***[1] dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est ***ce qu'on appelle la crise***[1]**.**

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou
économie distributive,
qui pose en principe que :

toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir ***sa part.***

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail.*
Une double réorganisation s'impose donc :
celle du **devoir économique** et
celle du **droit économique**
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques,
et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".
D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen (compte postal ou dans une banque "nouveau régime"), de sa naissance à sa mort.
Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.

→

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue (ou même plus simple) à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. Il consiste, en gros, à évaluer, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes[2], des besoins des services publics et des investissements nécessaires.
Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée.

Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J.Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.
Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

LA TRANSITION

Diverses mesures transitoires ont été proposées[3].
L'*allocation universelle* ou le *revenu d'existence,* minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté,** déterminé à partir d'un **contrat civique**[4] renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

LE CONTRAT CIVIQUE

Pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, nous avons proposé le contrat civique[5]. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.
Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité,* être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".
La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire,** (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

Quelques ouvrages[6] permettant d'approfondir la réflexion sur ces propositions sont disponibles, et le mensuel *La Grande Relève* a une tribune libre pour en débattre.

M-L D

3. voir notre N° hors série de 1992.
4. voir notre N° 901.
5. lire *Les affranchis de l'an 2000*.

6. consulter la liste de nos publications dans *La Grande Relève.*

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

Pour en savoir plus sur nos propositions, pour en discuter dans une tribune libre, abonnez-vous (130F par an pour 11 numéros) en écrivant à

LA GRANDE RELEVE

BP 108

78110 LE VÉSINET

CCP 13 402 39 M Paris